

**FAITS MARQUANTS DE L'IPBES-3:****MARDI, 13 JANVIER 2015**

L'IPBES-3 a repris ses discussions ce mardi 13 janvier 2015 à Bonn, en Allemagne. Les délégués ont poursuivi leurs discussions sur le travail des équipes spéciales chargées des connaissances et données, et des systèmes de gestion des CAL. Ils ont également abordé: les questions budgétaires; la mise en œuvre du programme de travail; le règlement intérieur; et les stratégies de communication et d'association des parties prenantes. Les délégués ont également entendu un compte-rendu de Rajendra Pachauri, Président du GIEC.

Des groupes de contact sur le budget, le programme de travail et le règlement intérieur se sont réunis dans le courant de la journée.

PROGRAMME DE TRAVAIL INITIAL DE LA PLATEFORME

ÉQUIPES SPÉCIALES SUR LES CONNAISSANCES ET LES DONNÉES, ET LES SYSTÈMES DE GESTION DES CAL: La NOUVELLE-ZÉLANDE a souligné le besoin de standards permettant d'assurer la compatibilité des données; et d'envisager la collecte de données, les outils et la gestion comme des activités séparées.

L'organisation GBIF a qualifié le plan de gestion des données de « pratique » et souligné l'importance d'entretenir des relations productives avec les partenaires stratégiques. Le Réseau d'observation pour protéger la biodiversité de GEO (GEO-BON) a rapporté l'élaboration d'un cadre de travail pour les données relatives à la biodiversité.

Le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité et les services écosystémiques (IIFBES) a souligné le besoin d'un mécanisme participatif pour la participation effective des peuples autochtones et des communautés locales, en affirmant que l'utilisation des CAL requiert des considérations spécifiques.

GUIDES RELATIFS AUX ÉVALUATIONS ET AUX OUTILS ET MÉTHODES D'APPUI À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES, ET GUIDES PRÉLIMINAIRES CONCERNANT LES ANALYSES DE SCÉNARIOS ET LA MODÉLISATION ET LA CONCEPTUALISATION DE VALEURS: Le Secrétariat a présenté les documents IPBES/3/INF/4, IPBES/3/INF/7, et IPBES/3/INF/8.

Plusieurs délégations, y compris le GROUPE AFRICAÏN et le MEXIQUE, ont souligné le besoin de s'assurer que les produits de l'IPBES soient utiles aux décideurs politiques, et la GEORGIE a mis en exergue leur « caractère praticable » dans des contextes nationaux et régionaux différents.

De nombreuses délégations ont soutenu le projet de catalogue en général, mais ont suggéré des améliorations. Le MEXIQUE, la COLOMBIE, la BOLIVIE, le BRÉSIL, la RUSSIE, la FRANCE et la TURQUIE ont mis en avant le besoin d'élargir le champ d'application des méthodologies ainsi que des outils et instruments politiques. Le BRÉSIL a souligné la valeur des communautés de praticiens et de partage des cas réussis. Le ROYAUME-UNI a fait observer que la définition des outils politiques est « très large » et a suggéré d'axer davantage le catalogue sur les outils pertinents pour le travail de l'IPBES.

Plusieurs délégations ont appuyé l'extension du mandat du groupe d'experts. Les ÉTATS-UNIS se sont interrogés au sujet des prochaines étapes pour le groupe d'experts et sur la possibilité ou non d'en réduire le champ de travail. Un

groupe de contact a été mis en place sur cette question, sous la co-présidence de Ivar Baste (Norvège) et d'Alfred Oteng-Yeboah (Ghana).

DOCUMENTS DE CADRAGE DES ÉVALUATIONS: Évaluations régionales: Le Secrétariat a présenté les documents IPBES/3/6, Add.1, Add.2-6 et INF/17.

La Secrétaire exécutive Larigauderie a ensuite présenté le rapport de cadrage initial d'une évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques (IPBES/3/9) suggérant la préparation d'un rapport de cadrage complet comme prochaine étape.

L'INDONÉSIE a plaidé, entre autres, pour une analyse de l'état actuel des connaissances scientifiques et autres. Le délégué a signalé que la dégradation et restauration des terres est une priorité pour sa région. Les ÉTATS-UNIS ont suggéré que les sous-régions sont probablement une échelle plus appropriée pour évaluer les besoins en termes de politiques.

L'UE a plaidé pour inclure les co-présidents des évaluations régionales dans l'évaluation mondiale et pour inclure les représentants concernés de l'évaluation mondiale dans les étapes finales des évaluations régionales.

La SUISSE a estimé que l'évaluation des océans ne devrait pas être retardée. Le PORTUGAL a souhaité que soit abordée la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction nationale.

Le JAPON a soutenu l'intégration d'éléments provenant des évaluations sous-régionales dans l'évaluation de l'Asie-Pacifique. L'URUGUAY a appelé à inclure des références explicites aux moteurs de la perte de biodiversité dans le rapport sur les Amériques et, avec l'ARGENTINE, a décrié les références « négatives » aux activités économiques, en estimant que la biodiversité et les services écosystémiques jouent un rôle central dans la réduction de la pauvreté. La FRANCE a estimé que l'évaluation mondiale « ne peut pas être un simple amalgame d'évaluations régionales », en appelant à référencer les impacts de la globalisation et du commerce sur la perte de biodiversité.

L'organisation ICIMOD a mis en exergue ses contributions à l'interface science-politique dans la région Asie-Pacifique. Le Secrétariat de l'Évaluation des océans du monde a décrit le processus d'élaboration de la première Évaluation des océans du monde. L'organisation Island Sustainability Alliance a estimé que l'évaluation des océans devrait avoir un large champ de travail, afin de traquer efficacement tous les phénomènes affectant les écosystèmes marins. L'ICSU a appuyé le lancement d'une évaluation des océans, tout en accordant le temps nécessaire aux experts pour vérifier les données existantes.

Dégradation et restauration des terres: Le Secrétariat a présenté les documents IPBES/3/7 et IPBES/3/INF/7. Les ÉTATS-UNIS ont décrit le document comme « généralement équilibré » mais ont plaidé pour plus de clarté concernant la gamme d'écosystèmes à étudier. La FRANCE a suggéré de se centrer sur les écosystèmes les plus dégradés ou vulnérables aux changements dans l'utilisation des terres. La COLOMBIE, avec le soutien de la BOLIVIE, a plaidé pour une approche équilibrée prenant en compte tous les écosystèmes.

Saluant le document, le GROUPE AFRICAÏN, avec le soutien de la TURQUIE, a appelé à supprimer les références à la « science occidentale ». L'ALGÉRIE a souligné l'urgence de l'évaluation et a proposé de donner priorité aux écosystèmes les plus vulnérables.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Beate Antonich, Kate Louw et Wangu Mwangi. Édition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT), le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette session a été fourni par le Secrétariat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'Équipe du BNT à l'IPBES-3 peut être contactée par courrier électronique via l'adresse suivante: <Kate@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

Le BRÉSIL a attiré l'attention sur les moteurs indirects de la dégradation des terres, ainsi que sur les avantages économiques de restaurer les terres dégradées. Le NEPAL a recommandé d'inclure une compilation de cas réussis.

La CLD a mis en exergue la contribution de la Convention au rapport de cadrage, en indiquant que la Convention sera « l'un des principaux clients et usagers de cette évaluation », et en soulignant le besoin d'une collaboration effective pour satisfaire les besoins de ses parties prenantes.

Conceptualisation des valeurs: Le Secrétariat a présenté les documents IPBES/3/8 et IPBES/3/INF/18.

La COLOMBIE a proposé d'ajouter la comptabilisation nationale en tant que spécialité technique et d'interroger des experts en politiques, plutôt que des décideurs politiques. La TURQUIE a appelé à faire la distinction entre « valeurs mesurables et non mesurables », de façon à assurer la « rigueur » scientifique.

Le CHILI a suggéré d'inclure une chapitre supplémentaire relatif à la comptabilisation écosystémique, sur la base d'un projet pilote en cours d'implémentation par le Bureau des statistiques des Nations Unies. Les ETATS-UNIS ont plaidé pour limiter le cadrage de l'évaluation et, avec le ROYAUME-UNI, pour partir du guide méthodologique et des cadres conceptuels existants. L'AUSTRALIE a appelé à une plus forte « valeur de proposition » pour une telle évaluation.

Le BRÉSIL a salué la « rafraîchissante perspective » du rapport et a appelé à créer des liens avec les initiatives relatives à l'Economie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) et à la Comptabilisation et estimation monétaire de la richesse des services écosystémiques (WAVES). Soulignant que des sessions précédentes de la plénière se sont penchées sur la valeur économique, la BOLIVIE a estimé qu'il inclure un chapitre sur la comptabilisation nationale « altérerait l'équilibre » et s'est prononcée en faveur de l'adoption du document en l'état.

L'IIFBES a mis en garde sur le fait qu'un accent sur les aspects économiques pourrait « évincer » les valeurs endogènes, allant ainsi à l'encontre des objectifs du programme de travail de l'IPBES.

COMPTE-RENDU DU PRÉSIDENT DU GIEC

Rajendra Pachauri, Président du GIEC, a fait remarquer que « le GIEC est peut-être à l'origine de l'IPBES, mais les nouvelles générations dépassent souvent leurs aînées ». Il a suggéré que les bureaux du GIEC et de l'IPBES pourraient se réunir régulièrement pour étudier les questions de fond dans leurs évaluations respectives. Pachauri a ensuite partagé son expérience à la tête du GIEC et a présenté, entre autres: les travaux entrepris par les groupes de travail du GIEC; les principales conclusions des rapports du GIEC; les changements observés et les projections de risques que pose le changement climatique à la biodiversité et à la sécurité alimentaire; et les mesures possibles d'adaptation et d'atténuation.

En réponse aux questions de l'assistance, Pachauri s'est dit « prudemment optimiste » quant aux niveaux croissants de conscientisation et d'engagement politique au niveau mondial qui conduiront vers un « effet boule de neige dans l'action » visant à affronter le changement climatique. Il a signalé la multiplication par cinq des objectifs en termes d'énergie solaire en Inde comme un exemple de conscientisation croissante concernant les co-avantages de prendre des mesures d'atténuation.

ARRANGEMENTS FINANCIERS ET BUDGETAIRES POUR LA PLATEFORME

BUDGET ET DÉPENSES POUR LA PÉRIODE 2014-2018: La Secrétaire exécutive Larigauderie a présenté les documents IPBES/3/10 et IPBES/3/2/Add.1, qui contiennent des informations sur: l'état des contributions en argent et en nature au fonds d'affectation spéciale; les dépenses pour la période 2013-2014; une proposition de budget révisé pour 2015; une proposition de budget révisé pour 2016-2017; et un budget indicatif révisé pour 2018. Résumant la situation budgétaire globale début 2015, elle a noté qu'il y a un déficit budgétaire de 19,5 millions USD pour la mise en œuvre de programme de travail dans sa totalité.

Les ETATS-UNIS ont exprimé l'engagement de leur délégation pour trouver une feuille de route viable permettant d'accomplir le programme de travail. Avec la FRANCE et la SUISSE, le délégué a demandé des éclaircissements sur les soutiens en nature fournis par les autres Secrétariats d'AME et les programmes internationaux. Le GROUPE AFRICAIN a appelé à un esprit de collaboration dans les discussions budgétaires et a espéré que toutes les promesses de dons émises vont être honorées.

La COLOMBIE a indiqué que ses promesses et contributions en nature n'étaient pas incluses dans le rapport. Plusieurs délégations ont déploré le fait que le rapport manquait d'informations détaillées nécessaires à l'approbation d'un budget révisé.

Le Secrétariat a ensuite présenté le document IPBES/3/2/Add.1/Rev.1, en attente d'approbation pour demander officiellement l'accréditation de l'IPBES dans la liste des organisations internationales éligibles à l'Aide publique au développement (APD) telle que référencée par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD OCDE). Il a fait observer que le document demande en outre à la plénière de clarifier l'éligibilité des participants aux soutiens financiers.

La NORVEGE et la COLOMBIE ont soutenu la demande d'accréditation de l'IPBES et, avec les ETATS-UNIS, le CANADA et le JAPON, se sont prononcés en faveur de suivre les critères du CAD OCDE pour l'éligibilité à l'APD. Le BELARUS, avec le soutien de la GEORGIE, de la TURQUIE et de la RUSSIE, a plaidé pour un soutien financier continu aux pays en transition afin d'assurer la représentation effective de la région Europe orientale.

Plusieurs délégations ont annoncé des promesses de soutien aux activités de l'IPBES en 2015, notamment: 100 000 USD de la part de la MALAISIE; 176 000 USD de la SUEDE; et 300 000 USD du JAPON. L'ETHIOPIE a offert un soutien en nature et logistique pour les évaluations régionales ainsi qu'un soutien financier limité, y compris à travers l'accueil du GAT africain. Le Président Zakri a mis en place un groupe de contact sur le budget, sous la co-présidence de Leonel Sierralta (Chili) et Jay Ram Adhikari (Népal).

GAT: Le Secrétariat a présenté le rapport sur les arrangements institutionnels pour concrétiser l'appui technique à la mise en œuvre du programme de travail (IPBES/3/INF/13), en indiquant que ce document est purement informatif.

REGLES ET PROCEDURES REGISSANT LE FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME

Le Secrétariat a présenté les documents IPBES/3/INF/11 et IPBES/3/INF/15-16; IPBES/3/12; IPBES/3/13; et IPBES/3/14.

La CHINE, avec le soutien de l'ARGENTINE, a plaidé pour une admission des observateurs sur la base du consensus. S'opposant à cette idée, l'UE a estimé que le refus d'admettre des observateurs ne devrait être appliqué qu'en cas d'objection de la part d'un tiers des membres. La déléguée a en outre appelé à une participation « nouvelle et plus équilibrée » au GEM.

Les ETATS-UNIS ont mis en garde contre la mise en place de procédures lourdes qui pourraient entraver une large participation.

La SUISSE, la NORVEGE, le MEXIQUE, le JAPON, la REPUBLIQUE DOMINICAINE et le GHANA ont signalé le besoin de clarifier et d'améliorer la formulation des documents, et se sont dit impatients de travailler encore au sein du groupe de contact. Un groupe de contact co-présidé par Senka Barudanovic (Bosnie-Herzégovine) et Robert Watson (Royaume-Uni) a été mis en place.

STRATEGIES DE COMMUNICATION ET D'ASSOCIATION DES PARTIES PRENANTES

Le Secrétariat a présenté ce point (IPBES/3/15, 16, INF/9 et INF/10). Plusieurs délégations ont salué la stratégie d'association des parties prenantes, et l'ALLEMAGNE et la SUEDE ont noté que les parties prenantes sont essentielles au succès de la Plateforme. Les ETATS-UNIS ont appuyé la gestion de l'association des parties prenantes par le Secrétariat. Le GABON s'est dit favorable à la gestion de la stratégie d'association des parties prenantes à travers un forum inclusif et à composition non limitée. Les discussions reprendront mercredi.

Concernant la stratégie de communication, les ETATS-UNIS ont estimé que la stratégie de communication ne devrait pas être finalisée « avant d'avoir un produit ».

DANS LES COULOIRS

Un radieux soleil a accueilli les participants à l'IPBES-3 ce mardi matin, alors que nombre d'entre eux étaient dans l'expectative de l'exposé du Président du GIEC Rajendra Pachauri. Si sa suggestion d'organiser des réunions périodiques des bureaux du GIEC et de l'IPBES a été bien accueillie par certains, d'autres ont été entendus se demandant si des comptes-rendus provenant « de pareilles sommités apportent quoi que ce soit aux délibérations ».

La discussion de l'après-midi relative à la Stratégie d'association des parties prenantes était très attendue. À la fin de la session, quelques parties prenantes sont parties avec un sentiment « prudemment optimiste » quant au fait que les membres de l'IPBES vont leur octroyer « le mandat » dont elles ont besoin pour rassembler un groupe d'acteurs plus diversifié autour de la table. Cependant, un observateur a commenté que si cette question n'est pas réglée à l'IPBES-3, certains groupes de parties prenantes risquent de se « désengager totalement » du processus. Etant donné que le temps pour discuter de la stratégie d'association des parties prenantes dans des groupes de contact n'a pas été officiellement prévu, nombreux sont ceux qui restent dans le doute quant à la possible survenance d'un tel scénario.